



Partager les richesses
c'est taxer les profits,
pas notre niveau de vie

Retraites : un combat décisif

Le Medef et le gouvernement en font une question de principe. Ils veulent une victoire contre les salariés pour faire perdre espoir et accélérer toutes leurs contre-réformes. Le Medef a annoncé la couleur : « **détricoté** » les acquis de 1945, notamment la protection sociale et les retraites qui, horreur, font circuler des centaines de millions d'euros chaque année en dehors des circuits des profits.

Le principe même de notre système solidaire de retraite les heurte : solidarité entre les générations, solidarité envers les personnes momentanément hors travail (maternité, chômage indemnisé, maladie...) et même solidarité en versant une pension (réversion) à des personnes n'ayant pas cotisé.

Medef et gouvernement préparent le terrain à une énorme contre-réforme, en dramatisant la situation, avec malheureusement l'appui d'une partie des media qui reprennent des statistiques incomplètes, qui mélangent tout pour faire peur, qui hurlent à la catastrophe et à la ruine des caisses de retraite...

Un COR misogyne

Les projections de population active du COR gardent constant le taux actuel d'activité des femmes, qui est inférieur de 10 points à celui des hommes. **Le COR entérine l'existence d'une importante inégalité,** et renonce à toute amélioration en la matière. C'est d'autant plus inacceptable qu'il y a de grandes marges de progrès dans un pays comme la France qui n'est qu'au 15^{ème} rang des pays de l'union européenne, pour l'emploi des femmes.

Les perspectives pour nos retraites : le très officiel Conseil d'Orientation des Retraites (COR) a réfléchi sur des hypothèses de l'évolution économique et en a déduit que l'équilibre des comptes des caisses de retraites en 2050 nécessiterait une des 3 mesures suivantes qui diminuent les dépenses ou augmentent les recettes (ou bien un peu de chacune des mesures) :

- soit diminuer les dépenses en payant un nombre moins important de retraités : le report de **l'âge de départ en retraite devrait être à 70 ans**,
- soit diminuer les dépenses en versant moins à chaque retraité : il faudrait **baisser les pensions de 48%**,
- soit augmenter les recettes : il faudrait **majorer les cotisations sociales de 10,5 points**, soit 0,26 point par an.

Mais, avant même le début de la concertation, Medef et gouvernement ont précisé que les **cotisations sociales ne bougeront pas**, que les négociations n'auront le droit de choisir qu'entre les 2 solutions qui diminuent les dépenses et qu'elles ne dureront qu'en mai et juin. Les calculs du COR donnent des exemples de ce que cela donnerait : **départ à 64 ans et baisse de 30 % de la pension**, ou bien **départ à 69 ans avec 7% de pension en moins...**

Pour tenter d'imposer une telle remise en cause des acquis, les propagandes patronale et gouvernementale matraquent qu'il « *faut travailler plus longtemps puisque la durée de vie augmente* », que les énormes déficits des caisses de retraite nécessitent que les salariés se serrent la ceinture. Il suffit de regarder la réalité, de réfléchir un peu pour se rendre compte de l'hypocrisie de leurs solutions qui n'auront pour seuls effets que de baisser encore les pensions et d'affaiblir notre système de retraite, préparant le terrain à une nouvelle contre-réforme dans 2 ou 3 ans.

Travailler plus longtemps ?

Tout le monde reconnaît que la majorité des salariés quitte le travail entre 58 et 59 ans pour une préretraite, un congé maladie ou pour le chômage. La plupart des salarié-es ne part pas avec une retraite entière car les carrières incomplètes ne le permettent pas et ne le permettront jamais selon le COR (ce que personne ne conteste) : la durée de cotisation actuelle de 37,5 ans va légèrement augmenter puis baisser à 37 ans, vers 2035 et au-delà !

Mentir sur un improbable âge du départ après 60 ans et une impossible durée de cotisation de 41 ans (ou plus) n'a qu'un objectif : cacher la volonté de baisser encore les pensions, car elles ne peuvent pas être complètes en ne cotisant pas assez de temps.

Il n'est pas possible de travailler plus longtemps. Si Medef et gouvernement s'entêtaient et passaient en force pour un départ après 60 ans, pour allonger la durée de cotisation, les pensions baisseraient, les caisses de chômage et de préretraite paieraient plus longtemps les salariés sans travail, ce qui ferait autant d'économies pour les caisses de retraite. Cette politique des vases communicants, piquer dans une caisse pour remplir un autre, relève de l'hypocrisie et de la courte vue.

Le prétexte de la durée de vie ?

L'espérance de vie augmente, personne ne le nie, mais c'est le cas depuis au moins 1740 selon l'INED, l'institut national des études démographiques. Elle augmentait de quasiment un trimestre chaque année... et elle ralentit avec seulement un peu plus de la moitié d'un trimestre chaque année.

Cette augmentation de l'espérance de vie n'a pas empêché le progrès social : l'être humain travaille de moins en moins dans sa vie, après des combats qui ont obtenu le repos hebdomadaire, les congés payés, la réduction du temps de travail, la retraite puis l'abaissement de l'âge de départ à 60 ans. Pendant les 2 derniers siècles, grâce aux innovations technologiques (vapeur, moteur à explosion, électricité, informatique...) qui ont multiplié la productivité par 30, le temps de travail a été divisé par 2 ce qui n'a pas empêché la production de se multiplier par 26.

Un immense déficit ?

Le déficit retraite s'élève à 11 milliards d'euros en 2008 et, dans le pire des cas envisagés par le COR, serait de 114 milliards en 2050. Quelle est la réalité ?

Aujourd'hui, les caisses de retraite cumulent 2 déficits, un artificiel et un conjoncturel :

- **le déficit artificiel** est créé par le gouvernement qui exonère de cotisations sociales les stock-options, qui incite à remplacer les augmentations de salaire par la participation et l'intéressement qui sont exonérés, qui ne compense pas intégralement les exonérations de cotisations sociales liées aux mesures (inefficaces) pour l'emploi... L'ensemble crée un déficit de 10 milliards d'euros chaque année.
- **le déficit conjoncturel de la crise** : la baisse de 2% de la masse salariale provoque une baisse des cotisations retraites de 1,3 milliard d'euros... tant que la crise durera, avant de disparaître. En attendant la fin de la crise, une petite partie des 33 milliards d'euros du fonds de réserve retraites pourrait être utilisée. Sinon, à quoi sert un fonds de réserve ?

Et comment payer les pensions des nombreux retraités du baby boom qui arrivent ? Simplement en imposant à un meilleur partage des richesses, tel qu'il était il y a 15 ans. En regardant l'évolution des 15 dernières années de la répartition des richesses créées dans les entreprises (la valeur ajoutée dans le jargon des comptables) :

- **l'ensemble des salaires est passé de 76% à 66%** de la richesse produite par le travail, soit une perte de plus de 50 milliards d'euros par an pour les cotisations sociales,
- **les dividendes aux actionnaires sont passés de 3,2% à 8,5%**.

Ce que les salariés, leur protection sociale, leur retraite a perdu, les profits l'ont récupéré.

Rendons cette part aux salaires et aux cotisations sociales, faisons sauter le tabou et verrou politique du refus d'augmenter les cotisations sociales, imposons au gouvernement et aux financiers de ne plus piquer dans les caisses, et l'objectif fixé par le COR sera atteint : l'augmentation des cotisations permettra d'équilibrer les caisses de retraite sans remettre en cause le départ à 60 ans et sans réduire les pensions.

La Fondation Copernic et Attac ont lancé un appel pour une « vaste mobilisation citoyenne » sur les retraites avec 400 personnalités issues de la gauche syndicale, politique, associative mais aussi des milieux universitaires, qui dénoncent le coup fatal au système de retraites par répartition, la paupérisation programmée des futurs retraités-es, l'idéologie absurde du « travailler toujours plus » et la destruction des solidarités sociales, et appellent à une vaste mobilisation pour défendre une autre voie.

Pour lire l'appel et la liste des 1er signataires : www.fondation-copernic.org/spip.php?article313

Pour signer l'appel :

<http://exigences-citoyennes-retraites.net/>

Une réflexion tronquée permet de faire peur : en 2000, 2 salariés cotisaient pour un retraité ; en 2040, il ne sera pas possible que 1,25 salarié paie pour 1 retraité. **C'est oublier la notion de progrès social** permis par la productivité : chaque salarié de 2040 produira, pendant le même temps de travail, autant que 2 salariés de 2000. La production du 1,25 salarié de 2040 sera équivalente à 2,5 salariés de 2000, ce qui permettra non seulement de payer les cotisations de 1 retraité, mais aussi d'augmenter les pensions, les salaires, et/ou de diminuer le temps de travail...

Aujourd'hui, sur un salaire brut de 1 000 €, 670 € vont directement au salarié (salaire net) et 330 € aux cotisations sociales. En 2040, les gains de productivité vont permettre à chaque salarié de produire 2 fois plus pendant le même temps de travail et, si ces gains sont répartis équitablement entre salaires et profits, il devrait gagner 2 000 € en brut, qui pourraient se partager en 800 € pour les cotisations sociales (ce qui résout les équilibres des caisses) et 1 200 € de salaire net (soit une forte augmentation du pouvoir d'achat).

Ce plus juste partage des nouvelles richesses, a été imposé depuis 1945, a permis une formidable progression de l'économie... mais a cessé il y a une vingtaine d'années avec la mondialisation, l'austérité, le blocage des salaires pour augmenter les profits... avec comme résultats une crise économique et des menaces sur la protection sociale.

Les inégalités s'accroissent. Tout le monde a en tête le bouclier fiscal protégeant 16 000 ménages et coûtant à l'état 585 millions d'euros. Ce n'est que la partie visible de l'iceberg : les niches fiscales permettent au 1% des plus riches de n'être imposé qu'à un taux de 20% ! Ce cadeau coûte 3 milliards par an à l'état... et permet aux hauts revenus de gagner toujours plus.

Pendant ce temps, le nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté augmente et vient de franchir le seuil des 8 millions.

Il faut en revenir à un meilleur partage des richesses.